

IdF: Huchon "décidé à faire avancer" le dossier du Pass Navigo unique

LE 16/10 À 18:06

Le président de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, s'est déclaré jeudi "décidé à faire avancer maintenant le dossier" du financement du Pass Navigo à tarif unique, qu'il s'était engagé à faire aboutir pendant la mandature 2010-2016.

Après les annonces lundi de Manuel Valls sur le Grand Paris Express, "le financement du Nouveau Grand Paris est sécurisé, les projets majeurs sont confirmés", notamment Eole et la ligne 11, s'est réjoui Jean-Paul Huchon devant la presse à la veille de la réunion de la commission permanente de la Région.

Le Premier ministre avait annoncé 140 millions d'euros de recettes nouvelles, dans le projet de budget de l'Etat 2015, pour l'amélioration des transports en Ile-de-France, et confirmé que l'Etat apporterait "1,4 milliard d'euros sur la période 2015-2020".

De ce fait, "nous avons la certitude que nous serons en mesure d'honorer l'ensemble des chantiers et des engagements pris pour l'amélioration des transports" régionaux, s'est réjoui M. Huchon.

Concernant la mise en place du Pass Navigo unique, une promesse de la campagne de 2010, "nous sommes décidés à faire avancer le dossier maintenant pour 2015", a-t-il affirmé, car il n'est pas question de "sacrifier la périphérie au centre" de l'agglomération.

Instaurer une tarification unique quelque soit la zone (il en existe cinq) coûte toutefois très cher. "Il faut du temps pour sortir 400 millions d'euros par an", représentant le manque à gagner pour l'exploitation du réseau transilien. Cela implique entre autres, a-t-il rappelé, de "faire contribuer les entreprises au financement".

Mardi, les élus écologistes au Conseil régional ont annoncé que les députés EELV déposeraient des amendements au projet de budget de l'Etat 2015 pour tenter de dégager le financement nécessaire (300 à 350 millions EUR, selon leurs estimations). Ils proposent notamment une augmentation du versement transport (acquitté par les entreprises uniquement) "de 0,1 à 0,2% pour Paris et la petite couronne".

"Pour mettre en place cette mesure, il suffit d'avoir du courage. Il faut faire la démonstration que la gauche tient encore ses promesses", avait déclaré mardi Mounir Satouri, président du groupe écologiste à la Région.

Le dézonage a déjà été engagé, de manière progressive (suppression de la zone 6, dézonage du week-end et des jours fériés en 2012, et pendant toutes les vacances scolaires depuis avril 2014).

